



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

Sommaire

Qu'est-ce-que la DCSD ?

Que fait-elle ?	5
Comment est-elle organisée ?	6
Qui est-elle ?	7
Carte du réseau des coopérants	8
Création d'un bureau Union européenne à la DCSD	9

Quelques activités emblématiques de 2022

5 ^e session francophone de formateurs aux OMP	10
L'ULM TETRAS	10
Séminaires DCSD - IHEDN	11
L'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT)	12
Le renforcement de la francophonie dans la zone ANMO	13
L'expertise de coopérants DCSD au Qatar	13
Le sémaphore de Fort-Dauphin, Madagascar	14
5 ^e séminaire diplomatie et entreprises	14
Le programme lecteurs français langue étrangère (FLE)	15
Carte des zones d'action francophonie	16

Nouvelles perspectives

Lutte contre le trafic d'être humain, contrôle des frontières et prévention des migrations irrégulières	17
Le Centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO)	18
En route vers le concept ENVR 2030	19
Carte du réseau de écoles de sécurité et de défense soutenues par la DCSD	20
Indopacifique : le Projet <i>Global Ports Safety</i> (GPS)	22
Un exemple de coopération de protection civile (PC) : la défense des biens publics mondiaux en Amérique du Sud	23

LES CHIFFRES CLÉS DCSD EN 2022

311 coopérants à l'étranger

248 militaires

63 civils

72

écoles soutenues



42,8 M€

budget d'intervention

34,8 P105

2,2 P209

4,6 UE

1,2 Autres



27 757

cadres étrangers formés



487

missions d'expertise à l'étranger

Chers lecteurs,

Ce rapport d'activité annuel de la DCSD vise à faire le bilan des actions de coopération structurelle accomplies au cours de l'année 2022, mais aussi de mieux faire comprendre, à travers un certain nombre d'illustrations concrètes, la réalité et la finalité des actions que la DCSD mène sur le terrain.

Grâce à la confiance de nos autorités, nous avons bénéficié en 2022 d'une stabilité RH et budgétaire qui, accompagnée d'un retour à la normale sur le plan sanitaire, nous a permis de mener à nouveau nos actions avec sérénité et un haut degré d'ambition après deux années de pandémie.

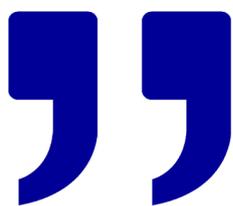
Au plan stratégique, la DCSD a veillé à ce que soit confortée en 2022 la gouvernance interministérielle qui assure la cohérence de sa programmation avec les priorités propres des ministères partenaires (Armées, Intérieur, Justice, Finances...). Les comités de direction (CODIR) et comités de pilotage (COFIL) se sont ainsi tenus comme prévu et ont permis, entre autres décisions, de valider les stratégies régionales 2022-2026 et les stratégies thématiques qui encadrent

ensuite la conduite et le pilotage quotidien des actions de coopération. Elle a aussi approfondi les outils permettant de travailler de manière plus efficace et coordonnée avec l'ensemble de l'écosystème de la coopération, qu'il s'agisse des opérateurs (Expertise France, Agence française de développement, Civipol, Défense conseil international...) ou des autres directions et services du ministère (centre de crise et de soutien, direction générale de la mondialisation).

Au plan organique, à l'administration centrale, parmi les événements marquants de cette année 2022, figure

notamment la création d'un bureau Union européenne (BUE, P.9) destiné à nous permettre de travailler de manière plus étroite avec les instances communautaires, compte tenu des nouvelles orientations stratégiques de l'Union européenne et des budgets qu'elle a programmés en matière de coopération de sécurité et de défense.

Parallèlement, pour son réseau, la DCSD a initié en 2022 une réflexion concernant la modernisation et la mise en réseau des 72 écoles et académies qu'elle soutient à travers le monde, plus particulièrement nos écoles nationales à vocation régio-



Général Régis Colcombet

Directeur de la Coopération
de Sécurité et de Défense



nale (ENVR). Notre objectif est d'accompagner ces centres d'excellence, qui démontrent encore aujourd'hui leur grande modernité, pour répondre au mieux aux attentes futures de nos partenaires.

Marqueur de cette ambition, l'année 2022 a permis d'avancer sur le projet de Centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO, P.18), qui sera la première école nationale à vocation régionale sur le continent européen. Ce nouveau projet de coopération tripartite (Monténégro, Slovénie et France) témoigne de notre capacité à prendre à bras le corps des problématiques nouvelles (cybersécurité) dans de nouveaux espaces géographiques. C'est la même logique que nous suivons dans l'Indopacifique où nous accroissons chaque année notre investissement, notamment dans les domaines de la protection civile et de la protection de l'environnement (P.23).

Au sein des ENVR, l'Académie in-

ternationale de lutte contre le terrorisme près d'Abidjan (AILCT, P.12) demeure un projet phare, sans doute l'un des plus ambitieux que nous conduisons, avec de nouvelles étapes qui ont été franchies en 2022. La conférence internationale des donateurs et soutiens qui s'est tenue le 12 juillet dernier à Paris a constitué un grand succès qui a confirmé l'intérêt de l'Union européenne ainsi que de nombreux Etats partenaires pour prendre part à ce projet qui adoptera au printemps 2023 un système de gouvernance international.

Nous avons maintenu également notre engagement en faveur de la formation pour les Opérations de maintien de la paix (OMP), ainsi qu'en atteste le séminaire *Training of Trainers* (ToT) ONU (P.10) qui a reçu en 2022 la labellisation des Nations Unies et nous restons engagés pour promouvoir la francophonie et l'apprentissage du français en milieu de sécurité et de défense grâce aux Instituts français, aux Alliances françaises ainsi qu'aux lecteurs français

langue étrangère (FLE P.15), avec un effort notable sur la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient (P.13) pour cette année 2022.

Nous avons poursuivi enfin l'organisation de plusieurs séminaires internationaux aux côtés de l'IHEDN (P.11). Depuis plus de 20 ans, ces événements participent à la diplomatie d'influence du MEAE en sensibilisant des auditeurs étrangers de haut niveau aux enjeux de sécurité et de défense vus d'une perspective française.

Comme vous pouvez le lire, nos idées et nos projets ne manquent pas pour mettre à profit le savoir-faire français auprès des partenaires de la France. Fort de ce bilan, je témoigne à nouveau de ma confiance envers mes équipes, à Paris et dans le réseau, pour mener aussi efficacement en 2023 la mission d'accompagnement de nos partenaires qu'est la nôtre, au service de la politique étrangère française et dans une logique de partenariat équilibré.



Livret « Stratégies géographiques 2022 - 2026 »

Qu'est ce que la DCSD ?



Que fait-elle ?

La direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) a pour mission de mettre en œuvre, au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, la coopération structurelle de la France avec ses États partenaires dans les domaines de la défense, de la sécurité intérieure et de la protection civile.

Complémentaire de la coopération opérationnelle menée dans leur domaine respectif par le ministère des Armées et le ministère de l'Intérieur, la coopération structurelle vise au renforcement capacitaire – humain et logistique – des armées ou forces de sécurité des pays partenaires, à moyen et long terme. Ses principaux modes d'action sont l'apport d'expertise, la formation de cadres et l'appui à la constitution de capacités.

La DCSD prend en compte :

- La réorientation des priorités diplomatiques et stratégiques de la France vers de nouvelles régions du monde
- L'émergence de nouvelles menaces ou problématiques sécuritaires (cybercriminalité, protection civile, risques sanitaires et écologiques...), qui poussent notre coopération à innover
- L'augmentation du nombre d'acteurs internationaux de la sécurité, dont l'Union européenne, qui font évoluer notre coopération d'une dimension essentiellement bilatérale à une action multilatérale coordonnée.

Face à ces évolutions, la DCSD dispose d'une expertise interministérielle dont les résultats visent à une réduction durable des risques à l'échelle internationale, comme à faire rayonner l'influence de notre diplomatie.



Qu'est ce que la DCSD ?

Comment est-elle organisée ?

La DCSD est une direction du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Appartenant à la direction générale des affaires politiques et de sécurité, elle est ainsi placée fonctionnellement au cœur du dispositif diplomatique de la France.

À l'étranger, la DCSD est insérée dans le réseau diplomatique français par l'intermédiaire de 311 coopérants (ils seront 313 en 2023) affectés dans 52 pays. Formellement membres du personnel de l'ambassade de France dans leur pays d'affectation, les coopérants DCSD sont placés auprès des autorités de l'État partenaire afin de leur apporter leur expertise et de mener à bien des projets de coopération de sécurité et de défense. Leur activité

fait partie intégrante des relations bilatérales entre la France et le pays bénéficiaire.

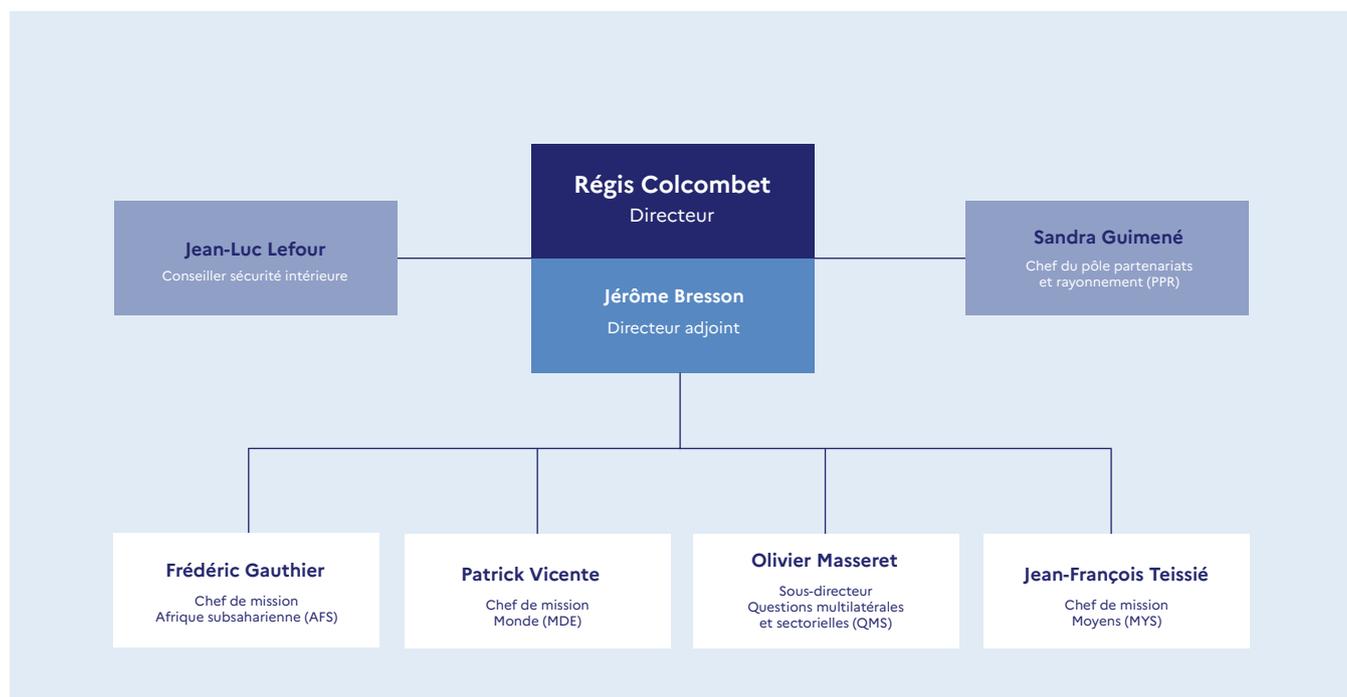
À l'administration centrale, la structure interne de la DCSD reflète le caractère mondial de son activité, la variété des thématiques sécuritaires dont elle traite, ainsi que le volume et la diversité des actions qu'elle met en œuvre.

Le suivi géographique, par région et par pays, de la coopération structurelle de sécurité et de défense est assuré par deux sous-directions, l'une chargée de l'Afrique subsaharienne, l'autre chargée des autres régions du monde.

La sous-direction des questions mul-

tilatérales et sectorielles (QMS) assure le suivi transversal de diverses thématiques (protection civile, cyber, sécurité et sûreté maritimes, réforme des systèmes de sécurité (RSS), OMP, francophonie, agenda femmes paix et sécurité...), ainsi que le développement des partenariats internationaux de la DCSD (Union européenne, Nations unies...). Enfin, la sous-direction des moyens (MYS), qui représente la moitié des effectifs de la direction, assure la gestion de son activité et de son réseau de coopérants dans toutes ses composantes : ressources humaines ; suivi juridique, administratif et financier ; organisation logistique des formations et des missions d'expertise ; achat et expédition des dons de matériels.

Organigramme de la direction



Qu'est ce que la DCSD ?

Qui est-elle ?

La coopération structurelle mise en œuvre par la DCSD a pour objectif de renforcer la capacité des États partenaires à exercer leurs missions régaliennes dans la plupart des domaines ayant trait à la défense, à la sécurité intérieure et à la protection civile. Accomplir cette mission implique de faire appel à une très vaste palette de compétences couvrant des spécialités techniques très variées : armées, police, gendarmerie, protection civile, justice, douanes, affaires maritimes...

Cette diversité de compétences se reflète dans le recrutement de la DCSD, en administration centrale comme à l'étranger.

À Paris, la direction compte 66 agents : militaires, gendarmes, policiers, experts en protection civile, diplomates, contractuels civils. Unique au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères,

cette variété de profils professionnels permet à la DCSD de disposer de toutes les compétences nécessaires à l'élaboration et à la conduite de ses projets de coopération, à la gestion administrative de son réseau de coopérants, à la concordance de son action avec les priorités diplomatiques de la France ainsi qu'à la coordination de son environnement interministériel.

Cette diversité d'origines professionnelles est encore plus marquée dans le réseau des coopérants à l'étranger. Les 311 coopérants de la DCSD sont issus de plusieurs administrations (Armées, Intérieur, Économie, Justice...), dont ils représentent un très large spectre de compétences techniques. Cette richesse d'expériences professionnelles donne toute sa valeur au réseau DCSD, et constitue le socle de la coopération structurelle de sécurité et de défense.

D'OÙ VIENNENT LES COOPÉRANTS DCSD ?

Armée de Terre : **145**

Marine Nationale : **31**

Armée de l'Air : **17**

Commissariat des Armées : **6**

Service de santé des Armées : **4**

Service d'infrastructure de la Défense : **1**

Gendarmerie : **42**

Police : **51**

Douanes : **3**

Protection Civile : **7**

Justice : **2**

Affaires maritimes : **2**



Photo de groupe de la DCSD, décembre 2022

Qu'est ce que la DCSD ?

CRÉATION D'UN BUREAU UNION EUROPÉENNE À LA DCSD

Désireuse de renforcer ses capacités à mobiliser une forte dimension européenne dans la coopération de sécurité et de défense qu'elle conduit, la DCSD s'est dotée, le 1^{er} septembre 2022, d'un bureau Union européenne (BUE) au sein de la sous-direction des questions multilatérales et sectorielles (QMS), composé de 4 agents.

Celui-ci vise à créer des synergies avec tous les interlocuteurs européens en proposant une vue d'ensemble et ciblée des possibilités de financement pour des projets spécifiques liés aux politiques de l'UE.

Ces dernières années, la DCSD a en effet progressivement développé sa participation à la mise en œuvre de projets de coopération sur financements européens. Cette participation française aux projets européens assure des ressources supplémentaires à notre coopération structurelle bilatérale, mais permet également de contribuer à l'effort d'orientation de l'action extérieure de l'UE en matière de sécurité. Ce bureau UE a pour vocation de favoriser les relations de qualité avec les acteurs de la coopération, en particulier les opérateurs qui sont régulièrement consultés et souvent associés. L'interministérialité reste bien évidemment un atout pour demain, à défendre ensemble pour améliorer l'impact et la reconnaissance de l'Equipe France, notamment par le

renforcement de la légitimité de l'action des coopérateurs français déployés sur de nombreuses géographies (Afrique subsaharienne, Afrique du Nord, Moyen-Orient, Levant, Asie du Sud-Est) et dans des domaines de spécialités multiples (sécurité maritime, forces aériennes, infanterie, protection civile, déminage, cybersécurité...).

En 2022, la DCSD a mis directement en œuvre trois projets européens : le projet « 5 écoles » de consolidation des capacités militaires de formation au profit des populations dans les zones de crise ou de conflit (19 pays bénéficiaires d'Afrique et du Proche-Orient dans 4 domaines de compétences duales s'appuyant sur 5 centres de formation partenaires de la DCSD) ; et 2 projets DEFEND (au Burkina Faso et au Bénin, ainsi qu'au Togo et au Ghana) de renforcement des capacités militaires. Ces projets permettent d'apporter à ces Etats une aide qui peut inclure la fourniture d'équipement militaire et de défense (non létal), d'infrastructures et d'assistance technique. S'inscrivant dans une logique de complémentarité et de cohérence avec l'ensemble de la coopération structurelle au bénéfice de la zone sahélienne et des Etats côtiers du Golfe de Guinée, ces projets viennent compléter l'effort consenti à titre national par la France et valoriser la qualité de l'expertise française en matière de sécurité et de défense que la DCSD mobilise.



Les 4 agents du Bureau Union européenne (de gauche à droite) : LCL Marie Mottin, chargée de mission financements (Afrique), Mme Suzanne Tisserand, chargée de mission financements (Afrique), M. Laurent Gonçalves, chef de bureau (Europe, Asie centrale), Mme Fanny Groz, chargée de mission financements (Afrique du Nord-Levant, Asie, Indopacifique, Amérique latine)

Quelques activités emblématiques de 2022

5^e session francophone de formateurs aux OMP (*Training of Trainers ONU*)

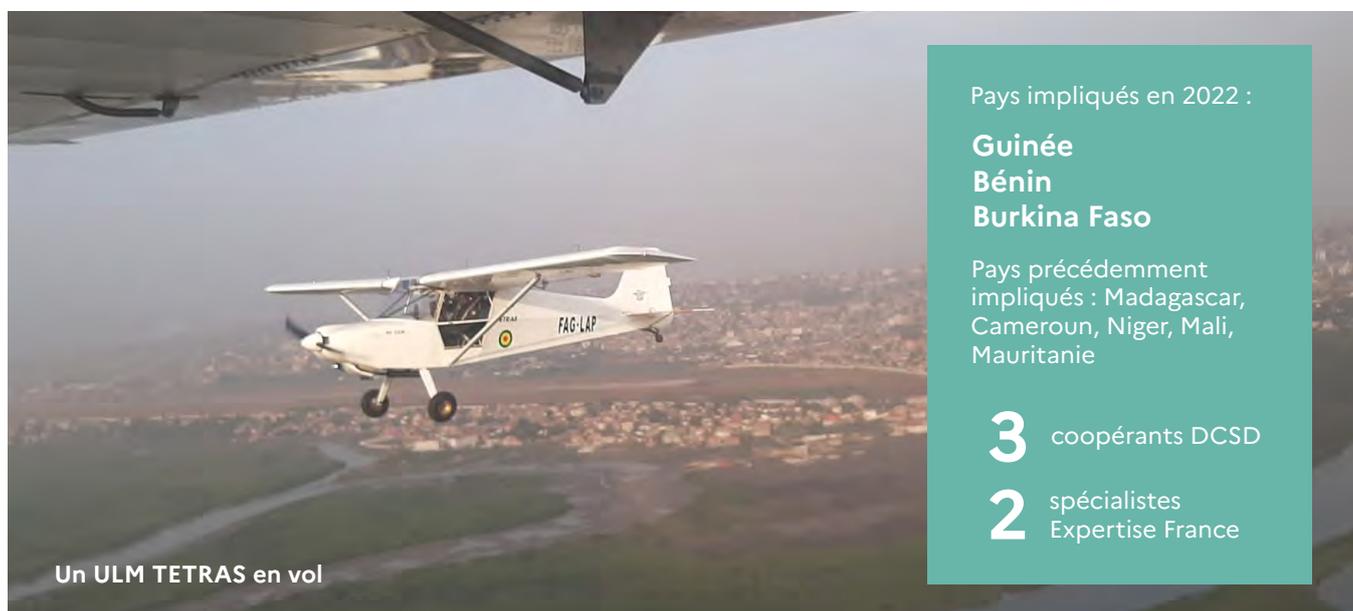
Du 16 au 27 mai 2022, s'est déroulée à l'École militaire (Paris), la 5^e session francophone de formation de formateurs aux OMP (ToT ONU). Financée et co-organisée par la DCSD, conjointement avec le ministère des Armées et l'Organisation internationale de la Francophonie, 25 auditeurs, dont 7 femmes, issus de 16 pays et 4 continents, ont été formés. Lors de cette session, la formation française a été auditée par le Département des opérations de paix des Nations Unies et a obtenu une certification valide jusqu'en juin 2026 (*Certificate of Training Recognition*).



L'ULM TETRAS

Afin d'accompagner le partenaire dans la lutte antiterroriste et plus largement pour développer ses capacités de défense, la DCSD conduit plusieurs projets d'appui à l'aviation légère d'observation. Permettant rapidement l'acquisition d'une capacité rustique, soutenable et efficace, le choix s'est porté sur l'ULM TETRAS. Cet aéronef biplace très répandu en Afrique, permet ainsi une formation des équipages et des mécaniciens. Polyvalent, cet ULM peut accueillir une boule de renseignement, de surveillance et de reconnaissance aérienne (ISR) permettant ainsi de donner un avantage significatif et au part-

naire de mieux suivre ce qui se passe sur son territoire, en particulier à ses frontières. Par ailleurs, l'aéronef peut aussi être employé pour remplir des missions d'action de l'État en mer. Ce vecteur étant compact, il est possible de créer facilement des postes avancés de desserrement. Enfin, il constitue un support concret pour la montée en puissance capacitaire au travers des formations aux opérations aériennes, les évacuations sanitaires d'urgence et les formations de guetteurs aériens tactiques avancés (GATA) particulièrement utiles à la lutte antiterroriste.



Un ULM TETRAS en vol

Pays impliqués en 2022 :

Guinée
Bénin
Burkina Faso

Pays précédemment impliqués : Madagascar, Cameroun, Niger, Mali, Mauritanie

3 coopérants DCSD

2 spécialistes
Expertise France

Quelques activités emblématiques de 2022

Séminaires DCSD - IHEDN

La DCSD organise chaque année, en collaboration avec l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), plusieurs sessions internationales dédiées aux enjeux sécuritaires pour une région géographique donnée et auxquelles sont invités des responsables de haut niveau (administration, structures de sécurité, ONG, milieu universitaire...) de pays étrangers.

Ces événements, relevant de la diplomatie d'influence, ont vocation à sensibiliser nos interlocuteurs aux enjeux de sécurité et de défense



vus d'une perspective française lors de conférences, de visites de terrains et de travaux de comités. Elles se déroulent à Paris, dans le cadre prestigieux de l'École militaire, et réunissent des personnalités civiles et militaires, issues d'horizons professionnels variés : officiers supérieurs et généraux, hauts fonctionnaires, responsables de la police ou encore universitaires et représentants de la société civile. Les échanges sont placés sous la règle

dite de *Chatham House* qui garantit le caractère libre et confidentiel des propos tenus par nos auditeurs, favorisant la qualité des débats et la compréhension des positions de chacun. L'année 2022 marque la pleine reprise de notre activité en ce domaine pour accueillir des auditeurs du monde entier. Trois sessions internationales consacrées aux zones Amérique latine et Caraïbes, à l'Afrique ainsi qu'à l'Indopacifique ont ainsi été organisées.

Le forum international sur le continent africain (FICA), qui se tient chaque année, a notamment rassemblé 47 auditeurs issus de 30 États et organisations - dont l'Union africaine - autour du thème « Nouvelles conflictualités, nouveaux partenariats ».

42 auditeurs issus de 28 États et organisations, avec la participation exceptionnelle du Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (COI) ainsi que l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), ont participé à la 2^e édition de la session internationale indopacifique SIIP intitulée "La France et l'Indopacifique, nouveaux enjeux et réponses communes".



Pour l'année 2023, la DCSD conserve un haut niveau d'ambition pour ces sessions. La première de l'année, dédiée aux Balkans occidentaux, se déroule du 5 au 10 mars avec pour thème « Face à des menaces partagées, un nouvel engagement de la France et de l'UE dans les Balkans occidentaux »

Pour finir, compte tenu du succès de l'édition 2022 et de l'intérêt renouvelé pour cette région du monde, la session internationale Indopacifique (SIIP) est désormais annualisée et aura lieu chaque automne.



Visite de la base aérienne 123 Orléans-Bricy lors de la SIIP 2022

Quelques activités emblématiques de 2022

L'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT)

L'Académie internationale de lutte contre le terrorisme a connu en 2022 sa dernière année dans le format préfigureur dont les bases avaient été posées dès 2017 par les présidents de la République français et ivoirien.



Logo de l'AILCT

Fort de une infrastructure ambitieuse livrée au mois de février, d'une offre de formation et de recherche éprouvée et diversifiée, d'une gouvernance bilatérale solide, l'académie a suscité en 2022 un intérêt politique et sécuritaire très important au sein de la communauté internationale

Cet engouement s'est révélé lors de la conférence internationale des donateurs et des soutiens à l'AILCT qui s'est tenue le 12 juillet 2022 à Paris. Cet événement a réuni les délégations de 83 pays et organisations internationales, 10 personnalités de niveau ministériel et a permis de recenser plus de 20 millions d'euros de promesses de contribution dont 10 millions pour la seule Union européenne.

Ces contributions, consolidées au deuxième semestre 2022, permettront notamment de relancer le chantier d'infrastructure de l'académie. Les fonds collectés seront également utilisés pour mettre en œuvre le plan de développement de l'institut de recherche stratégique, troisième pilier de l'académie, pour subvenir aux dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'AILCT.

Dans le prolongement de cette conférence, de nombreux pays ont également fait part en 2022 de leur intention d'étudier une contribution future à l'AILCT. Parmi eux, les Pays-Bas, l'Australie, l'Allemagne, le Canada et les Emirats arabes unis. Le dialogue au niveau politique ayant été fructueux au deuxième semestre avec certains d'entre eux, de nouvelles contributions viendront consolider l'édifice de l'AILCT dès 2023.

Cette conférence internationale aura également été l'occasion d'annoncer la transition de la gouvernance bilatérale de l'académie vers un système de gouvernance international articulé autour d'un conseil

d'administration. Cette mutation dont l'importance politique autant que structurelle a été relayée jusqu'au plus haut niveau des Etats contributeurs est un enjeu majeur pour l'avenir du projet. La première réunion internationale de ce conseil d'administration se tiendra sur le site même de l'AILCT au printemps 2023 et sera présidée par le ministre ivoirien de la défense.

Cet important chantier de transformation et de consolidation conduit en 2022 n'aura pas empêché l'académie d'accueillir cette année plus de 500 stagiaires en provenance d'une vingtaine de pays africains et de différents ministères : défense, sécurité intérieure, justice.

En 2022, l'académie a accueilli 23 stages au sein de l'école interministérielle des cadres (pilier 1), 8 stages au sein du centre d'entraînement des unités d'intervention antiterroriste (pilier 2) et commandé 5 études sur différentes thématiques liées au terrorisme sur le continent africain (pilier 3).



Quelques activités emblématiques de 2022

Le renforcement de la francophonie dans la zone ANMO

La zone ANMO est une zone d'intérêt stratégique majeure pour la France. La DCSD y coordonne logiquement un effort spécifique.

Du fait notamment de sa proximité historique, démographique, culturelle et géographique, mais également de la magnitude des crises et de leur potentiel déstabilisateur sur la région et sur notre territoire national lui-même, la DCSD y déploie une stratégie spécifique visant à promouvoir la francophonie et renforcer l'enseignement de la langue française en milieu militaire.

Forte de ce constat, et soucieuse d'animer une coopération dynamique qui rapproche les deux rives de la Méditerranée, l'investissement

consenti en 2023 est dense et riche : près de 300 000€ de crédits délégués, 6 formateurs en FLE, des missions d'expertises AGIR (Egypte/Jordanie), 9 formations de formateurs en France (CIFR)...

L'action menée en Tunisie illustre parfaitement cet engagement. En 2021-2022, ce sont quelques 1000 élèves des écoles militaires tunisiennes qui ont bénéficié d'un enseignement du français de 40 heures en moyenne, sanctionné par la certification DELF/DALF. Au-delà des chiffres, c'est bien la cohérence du dispositif qui mérite d'être soulignée, dans la mesure où il intervient à chaque étape du continuum de formation des officiers tunisiens :

formation initiale des officiers (académies militaires terre, air, mer), école d'état-major, école supérieure de guerre. Un modèle qui concourt directement à une meilleure compréhension mutuelle entre les armées tunisienne et française.



Le lieutenant-colonel Christian (coopérant français) avec le directeur de l'école supérieure de guerre

L'EXPERTISE DE COOPÉRANTS DCSD AU QATAR

Dans le cadre de l'organisation de la Coupe du monde de football qui s'est tenue à Doha du 20 novembre au 18 décembre 2022, les autorités qatariennes se sont appuyées sur l'expertise technique et opérationnelle des deux coopérants gendarmerie de la DCSD, insérés au sein de la force de sécurité intérieure.

Durant la phase de préparation, le coopérant expert en maintien de l'ordre a fait effort sur la rédaction de cadres d'ordre unifiés, l'intervention en tous milieux (hôtels, stades, centres commerciaux...) et la définition de régimes d'alerte pour les unités locales. Le coopérant issu du GIGN et inséré au sein de l'unité de contre-terrorisme Lefdawiya, a œuvré dans la rédaction de fiches réflexes, à la mise en œuvre d'exercices dans les domaines du contre-terrorisme aérien et maritime ou encore à la conduite d'audit des dispositifs mis en place dans les 8 stades de la Coupe du monde.

Durant la compétition, les deux officiers ont pris une part essentielle dans l'accompagnement opérationnel et logistique des 225 experts français déployés au Qatar et occupé notamment la fonction de coordinateur au poste de contrôle et de gestion de crise, au profit de l'équipe du GIGN présente à Doha.



**FIFA WORLD CUP
Qatar 2022**

Quelques activités emblématiques de 2022

Le sémaphore de Fort-Dauphin, Madagascar

Cet outil moderne de surveillance des approches maritimes est le premier sur les 4 800 kilomètres du littoral de la Grande Île. Il est destiné à informer les usagers de la mer, à réguler le trafic maritime et le cas échéant à coordonner les opérations de secours et de sauvetage, en concertation avec les autorités civiles et militaires malgaches.

Sur décision des autorités malgaches, il a été décidé de le déployer à Fort-Dauphin.

Très au Sud, au large, de très nombreux bateaux croisent tous les jours faisant route vers le cap de Bonne Espérance ou remontant vers l'Asie. Il y avait donc un intérêt opérationnel de grande échelle à installer au Sud de l'Île rouge ce sémaphore. C'est aussi une réponse au danger que constitue l'océan, agité par les tempêtes, pour les pêcheurs locaux. Ce sémaphore a l'autorité, les moyens d'organiser les secours et le sauvetage en mer.

Par sa capacité à observer et à consigner le comportement des navires au large, il est un outil de protection de l'environnement. Une fois informés de la présence du sémaphore, les navires croisant au large hésiteront à dégazer et ainsi souiller les plages magnifiques de Fort-Dauphin et de sa région. Le travail des sémaphoristes bénéficie à la belle et grande île, parce qu'il contribue à protéger la population et qu'il participe à la prévention des actes illégaux, pollution, pêche illégale. Ce travail bénéficie également à la France.

L'ambassadeur de France à Madagascar, rappelait lors de son discours d'inauguration que «la France est le pays qui partage le plus grand nombre de kilomètres, de nautiques si on veut utiliser un vocabulaire plus maritime, de frontières avec Madagascar. Ces frontières ne sont pas visibles ailleurs que sur des cartes. Il ne s'agit pas de murs, de rivières ou de montagnes. Les poissons, les pollutions, les courants ne



Le sémaphore Fort-Dauphin

les connaissent pas. Par conséquent, des eaux malgaches plus sûres, plus saines, mieux régulées se sont des eaux françaises également plus sûres, plus saines et mieux régulées.»

La DCSD œuvre pour trouver des partenaires afin d'implanter d'autres sémaphores sur la côte malgache.

5^e séminaire diplomatie entreprises

Le 3 mai 2022, à l'hôtel Potocki, siège de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, s'est tenu le 5^e séminaire « diplomatie et entreprises » en partenariat avec la direction de la diplomatie économique, qui a réuni 130 PME/ETI et groupements professionnels, sur une journée, pour échanger autour de deux tables rondes et de quelques centaines de rendez-vous avec les attachés de défense et coopérants DCSD en partance vers leur nouvelle fonction.



Quelques activités emblématiques de 2022

Le programme lecteurs français langue étrangère (FLE)



Des stagiaires tiennent des manuels *En Avant !* au Cambodge

Missionnés par l'association AGIR et placés sous l'autorité de l'attaché de défense (AD) ou de l'attaché de sécurité intérieure (ASI), les lecteurs FLE sont généralement affectés dans des établissements militaires ou académies de police de pays partenaires de la France.

Leurs missions principales sont l'enseignement du français langue étrangère (FLE) et français sur objectif spécifique (FOS) au sein des établissements d'accueil et la préparation des personnels militaires à des formations et concours en langue française.

D'autres missions peuvent leur être confiées, suivant les lieux d'intervention, comme la création de ressources pédagogiques, la participation à des sessions d'examen, la formation de formateurs ou encore l'animation d'équipes pédago-

giques. Les 54 lecteurs ayant participé au programme lecteurs FLE en 2022 ont intégré des établissements partenaires diverses comme l'Ecole nationale des inspecteurs et agents de police d'Antsirabé (Madagascar), l'Académie navale de Jinhae (Corée du Sud) ou le Centre d'entraînement conjoint des opérations de paix au Mexique.

Décoré de la médaille de la défense nationale par l'attaché de défense, le lecteur FLE auprès de l'ambassade de France au Tchad, a mis ses compétences pédagogiques au profit des candidats aux concours de recrutement interne de la gendarmerie tchadienne mais également pour les candidats aux concours sélectifs de l'enseignement militaire en France.

Qualifiant sa mission comme une expérience « inoubliable, riche culturellement mais aussi et surtout

humainement », une des lectrices de l'Ecole des officiers d'active de Thmat Paung a pu accompagner ses apprenants dans leur préparation pour des formations en France ou leur déploiement dans le cadre d'opérations de maintien de la paix.

Ressource primordiale du « programme lecteurs FLE », la méthode *En avant !* apporte contenu terminologique et séquences pédagogiques sur objectifs sécurité/défense aux lecteurs, diplômés en didactique de l'enseignement du français langue étrangère. Plus de 12 000 exemplaires de la méthode ont ainsi été envoyés vers les postes en 2022.

Nouvelles perspectives

Lutte contre le trafic d'être humain, contrôle des frontières et prévention des migrations irrégulières

La DCSD développe, en lien avec le ministère de l'Intérieur, au sein de son réseau et dans ses actions des programmes spécifiques visant à lutter contre les trafics de personnes et à donner aux Etats partenaires la capacité à maîtriser les flux à leurs frontières. Cette action se développe principalement selon trois modalités :

- Un réseau de 19 conseillers de sécurité immigration qui conduit des actions de formation dans le domaine de la sûreté aérienne, de la lutte contre la fraude documentaire et de la prévention de l'immigration irrégulière.
- Des projets visant à donner aux partenaires les compétences et capacités à maîtriser les flux de popula-

tion aux frontières et à lutter efficacement contre les réseaux de trafiquants dans une vingtaine de pays sur tous les continents. Ainsi, une ENVR spécifique à l'action de l'Etat en mer, l'Institut de sécurité maritime interrégional (ISMI) à Abidjan, renforce ce dispositif et le caractère interministériel de l'action dans ce domaine.

- Des échanges et des actions de formation dans les domaines très techniques de la lutte contre la fraude documentaire et la lutte contre les réseaux dans une cinquantaine de pays.
- L'école de gestion coordonnée des frontières, qui a été créée au Niger, sous la conduite d'un douanier français, complète l'action de la DCSD dans les différentes dimensions du contrôle aux frontières d'un Etat souverain.



Formation à l'école de gestion coordonnée des frontières

Nouvelles perspectives

Le Centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO)

La transformation numérique à l'œuvre dans la région des Balkans occidentaux s'accompagne d'une forte augmentation des cyberattaques (fraude, escroqueries en ligne, vol et utilisation abusive de données personnelles).

Dans le cadre de leur lutte contre la cybercriminalité, les autorités se heurtent à un manque notoire de ressources humaines qualifiées au sein des services publics. Ainsi, conformément aux orientations stratégiques françaises et européennes, un Centre de développement des capacités cyber dans les pays des Balkans occidentaux (C3BO) est en cours d'implantation à Podgorica (Monténégro).

Mené par la DCSD en partenariat avec la République de Slovénie, le projet vise à contribuer au renforcement capacitaire des forces de police, des magistrats ainsi que des opérateurs de cybersécurité.

Une lettre d'intention tripartite a été signée à cet effet à Podgorica le

16 novembre 2022. Première école soutenue par la DCSD sur le continent européen, l'originalité du C3BO réside dans sa dimension régionale. En effet, des experts des pays bénéficiaires (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie) participeront à la conduite des activités au même titre que les experts français et slovènes.



Logo du C3BO

Des formations seront conduites en matière de lutte contre la cybercriminalité, cybersécurité et cyberdiplomatie. Diffuser une cyberculture, renforcer les capacités des praticiens et promouvoir la coopération régionale constituent les trois principaux objectifs.

Afin d'enrichir l'offre académique en termes de « cyber-hygiène » et de cybercriminalité, des partenariats universitaires (Erasmus+) seront instaurés à l'échelle européenne. Dans le but de développer les capacités d'investigation locales, des référents cyber seront insérés aux dispositifs policier et judiciaire.

Aussi, de nouveaux enseignements seront intégrés aux formations initiales relatives aux métiers de la police, de la justice et de l'administration publique (surveillance des systèmes d'information, gestion de crise, etc.).

Enfin, décideurs publics et directeurs d'agence seront sollicités sur les problématiques liées à la cyberdiplomatie, pour favoriser l'échange d'expérience et la fluidification des demandes de coopération opérationnelle à l'échelle des Balkans.



Signature d'une lettre d'intention posant les fondations du Centre de développement des capacités cyber des Balkans occidentaux (C3BO) avec le Premier Ministre du Monténégro Dritan Abazovic, l'Ambassadeur de Slovénie à Podgorica Gregor Presker et Christian Thimonier, Ambassadeur de France au Monténégro.

Nouvelles perspectives

En route vers le concept ENVR 2030

Développé au milieu des années 90, le concept d'école nationale à vocation régionale (ENVR) a pris progressivement son essor et aujourd'hui, la DCSD appuie 19 projets d'ENVR en partenariat avec les nations-hôtes.

Cet outil de formation permet de former environ 3000 cadres par an dans tous les domaines : protection civile, sécurité intérieure, santé, cyber, antiterrorisme, enseignement militaire supérieur, etc. Ayant aujourd'hui atteint ses limites capacitaires, ce concept est en cours de rénovation à la DCSD Paris, en coordination avec les forces vives sur le terrain.

Sur la base d'un état des lieux et des conclusions du séminaire ENVR du printemps 2022, l'équipe de projet réfléchit à l'évolution du concept.

Si l'objectif pédagogique demeure le même (former des cadres des nations partenaires), ce concept doit permettre :

- d'optimiser les capacités de financement
- de faire évoluer ces projets bilatéraux vers des projets multilatéraux
- de tisser des liens plus étroits entre les écoles françaises et les organismes de formation de nos partenaires
- de moderniser la gouvernance de chaque ENVR
- de mieux partager les bonnes pratiques et l'effort de communication afin de valoriser l'image de ce réseau
- d'ouvrir le club des ENVR à des organismes de formation qui ont un

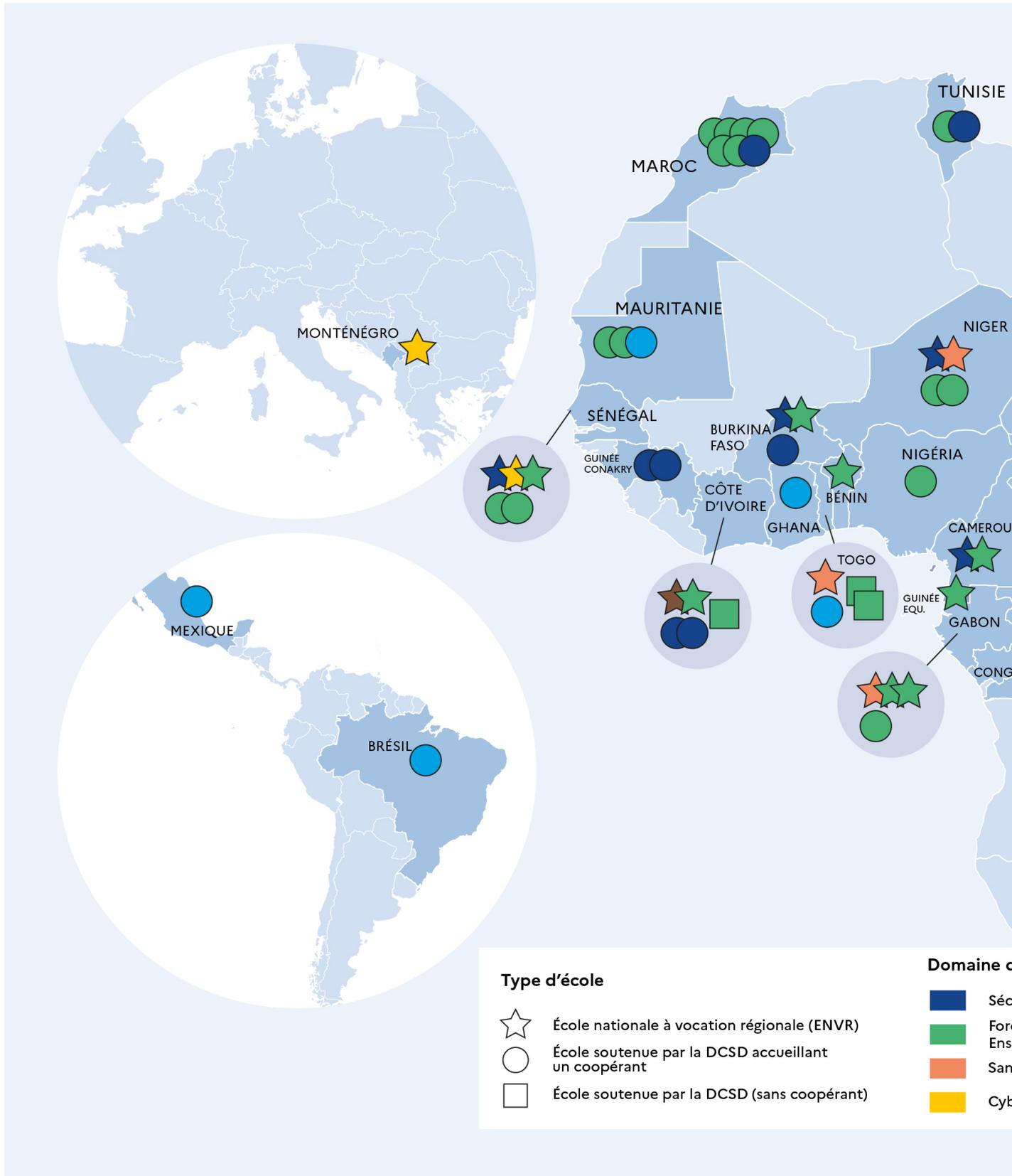
lien avec la France afin de créer des synergies avec les organismes de formation nationaux qui le souhaitent.

En effet, la DCSD appuie actuellement 72 écoles nationales qui demain pourraient faire partie de cette communauté.

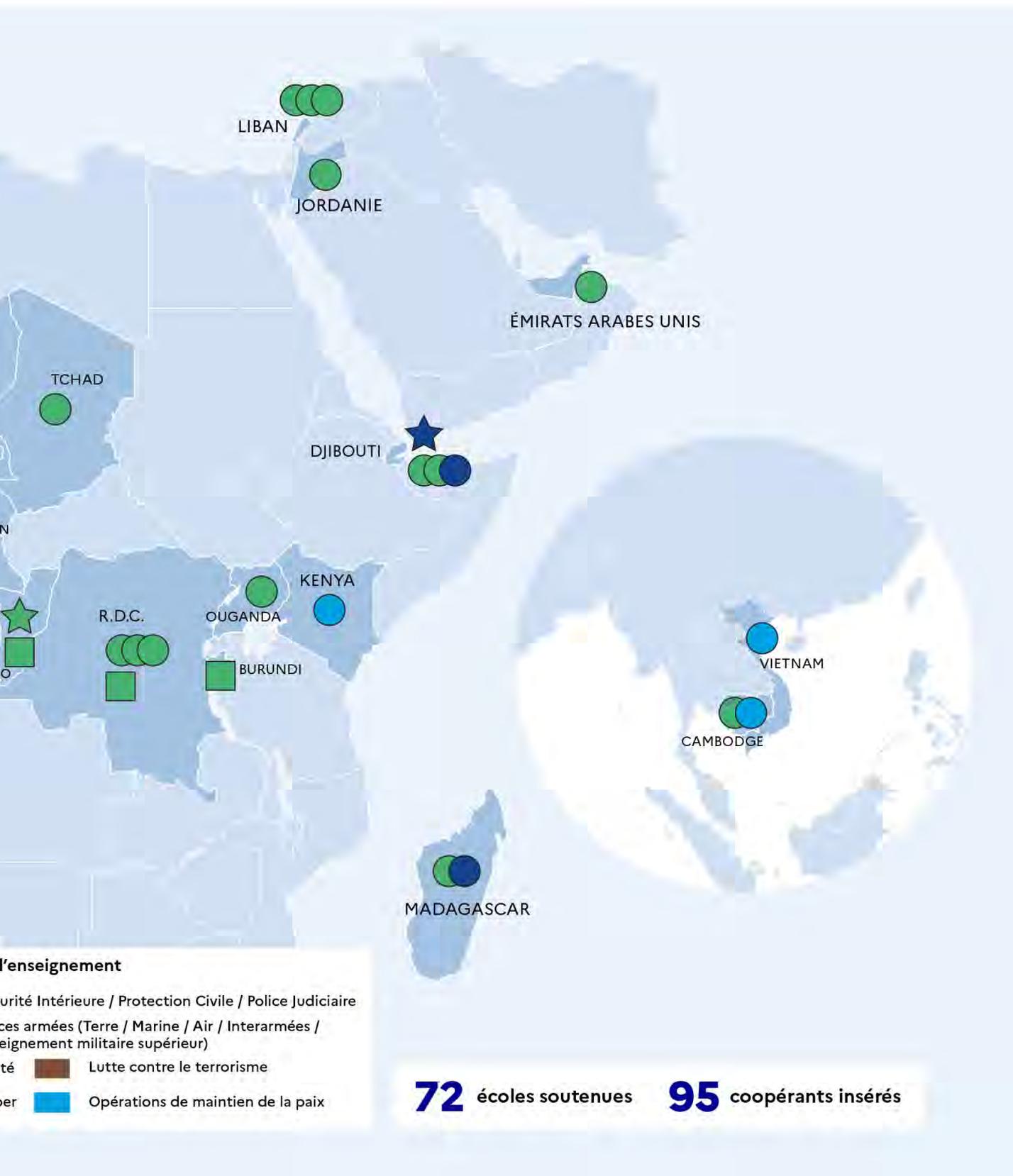
Sans être une révolution copernicienne, la modernisation du concept ENVR doit permettre de capitaliser sur 30 ans de mise en œuvre de la formation des cadres africains en Afrique et de trouver de nouvelles synergies pour relever les défis de nos partenaires à l'aube du XXI^e siècle.



Le réseau des écoles de s



Sécurité et de défense soutenues par la DCSD



Nouvelles perspectives

Un exemple de coopération de protection civile (PC) : la défense des biens publics mondiaux en Amérique du Sud

Pour répondre aux enjeux climatiques et préserver la biodiversité, la coopération française en Amérique du Sud s'inscrit dans l'initiative de l'Alliance pour la préservation des forêts tropicales humides du MEAE et met en œuvre un projet pluriannuel de lutte contre les feux de forêt en Amazonie (PCFFA).

L'expertise française en matière de feux de forêts a ainsi été partagée depuis 2021 avec l'Équateur, la Bolivie et la Colombie. Au total les missions d'expertise auront permis de former plus de 216 sapeurs-pompiers équatoriens, 245 Boliviens et 72 Colombiens.

Plus généralement, la mission du Commandant Philippe, coopérant protection civile régional, basé en Equateur, s'articule autour de trois axes majeurs, permettant la construction de projets et d'actions d'envergure dans l'objectif de :

- Piloter le projet régional feux de forêt en Amazonie au profit de l'Équateur, de la Bolivie et de la Colombie
- Favoriser la consolidation et la conduite d'une stratégie de sécurité civile propre à améliorer la souveraineté et la sauvegarde des intérêts nationaux sur tout l'espace équatorien, y compris dans le cadre de la prévention des pandémies
- Soutenir les partenariats initiés par les ambassades dans les pays suivants : Bolivie, Colombie, Chili, Pérou et Argentine pour faciliter un engagement opérationnel en cas de crise





**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



© MEAE 2022

Direction générale des affaires politiques et de sécurité

Direction de la coopération de sécurité et de défense

Crédits photo : © MEAE

www.diplomatie.gouv.fr

 @CoopSecuDefense

 DCSD - Direction de la coopération de sécurité et de défense